

DISTR.: LIMITEE
CEA/MIE/NIA/XV/97/09
Décembre 1996
FRANCAIS
ORIGINAL : FRANCAIS

NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

CENTRE MULTINATIONAL DE PROGRAMMATION
ET D'EXECUTION DE PROJETS (MULPOC) POUR
L'AFRIQUE DE L'OUEST

QUINZIEME REUNION DU COMITE
INTERGOUVERNEMENTAL D'EXPERTS

24 - 28 MARS 1997

LOME, REPUBLIQUE TOGOLAISE

PERSPECTIVES ET PROBLEMES DANS LA
PROMOTION DU COMMERCE INTRA
OUEST AFRICAIN

TABLE DES MATIERES

I - INTRODUCTION

II - QUELQUES DONNEES SUR LE COMMERCE INTRA-OUEST-AFRICAIN

- 2.1 Situation en Afrique de l'Ouest
- 2.2 Comparaison avec d'autres Groupements en développement

III- CONTRAINTES A LA PROMOTION DU COMMERCE INTRA-OUEST-AFRICAIN

- 3.1 Contraintes liées à la production
 - 3.1.1 Dans le domaine de l'agriculture
 - 3.1.2 Dans le domaine industriel
- 3.2 Contraintes liées à la commercialisation
- 3.3 Contraintes institutionnelles et techniques liées au processus d'intégration
 - 3.3.1 Les difficultés de mise en oeuvre des programmes de libéralisation du commerce
 - 3.3.2 Peu de progrès en matière de coopération monétaire

IV- PERSPECTIVES DANS LA PROMOTION DU COMMERCE INTRA-OUEST-AFRICAIN

- 4.1 Un cadre plus favorable à la promotion des échanges sous-régionaux
- 4.2 Conditions pour la promotion du commerce intra-sous-régional

V- CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

- 5.1 Conclusion
- 5.2 Recommandations.

I- INTRODUCTION

1. L'origine de la présente étude consacrée aux "perspectives et problèmes dans la promotion du commerce intra-ouest africain" remonte au programme de travail 1994-1995 du MULPOC arrêté par son 13^{ème} Comité intergouvernemental d'experts réuni à Nouakchott en Mars 1993. Pour des raisons tenant au nombre limité de ressources humaines, cette étude n'a pu être réalisée dans la période biennale initialement prévue et a donc été reportée dans le cadre du programme de travail 1996-1997 du MULPOC compte tenu du fait que la question de l'intégration par les marchés demeure une préoccupation majeure des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

2. En effet, le commerce a de tout temps été à la fois un signe et un facteur de développement ou de prospérité économique. Sur ce plan, la situation de l'Afrique en général et de l'Afrique de l'Ouest en particulier se révèle peu satisfaisante. Selon les données, les exportations africaines (hormis celles de l'Afrique du Sud) représentaient 1,7% des exportations totales dans le monde en 1994. Les exportations de l'Afrique de l'Ouest en représentaient 0,5%¹. Ce qui est insignifiant si l'on tient compte du fait que les populations de la région et de la sous-région sont estimées respectivement à 11,5 et 3,6% de la population du globe.

3. Il n'est donc pas à priori surprenant que dans le cadre de cette étude s'intéressant spécifiquement au commerce des Etats de la sous-région entre eux, les résultats observés apparaissent tout aussi décevants. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, on trouve une explication commune à ces mauvais résultats obtenus au plan du commerce extérieur et intérieur: la faiblesse de l'appareil productif. Qu'il s'agisse des matières premières où le continent et la sous-région sont pourtant bien placés ou des produits manufacturés, il y a de nombreuses insuffisances (manque de transformation/valeur ajoutée, de qualité et de quantité, gamme limitée de produits, etc...).

4. La question sera donc de savoir quels moyens, politiques ou stratégies l'Afrique de l'Ouest doit-elle mettre en oeuvre pour:

- lever les multiples contraintes liées à la commercialisation et auxquelles la sous-région est actuellement confrontée; et

- édifier en même temps le marché intégré qu'il est indispensable de parachever pour d'une part, réaliser des économies d'échelle en atteignant une taille de marché critique; et d'autre part, parvenir en apprenant à maîtriser progressivement mais sûrement les méthodes modernes de production compétitive qui permettront de reconquérir d'abord les marchés intérieurs avant que nos produits industriels puissent percer sur le marché mondial.

¹Données tirées du Bulletin mensuel de statistique de la Division de statistique des Nations Unies, Vol.L n°11-novembre 1996

5. Le plan retenu pour conduire cette étude s'articulera comme suit: une première partie sera consacrée à l'examen de la situation passée et récente du commerce intra-ouest africain. Dans une deuxième partie, elle s'intéressera aux multiples difficultés d'ordre productif, commercial, infrastructurel et institutionnel qui entravent l'expansion de ces échanges. Quant à la troisième partie, on y étudiera les perspectives et les possibilités qui s'offrent à nos Etats à la lumière de la mondialisation et de la libéralisation de l'économie.

II- QUELQUES DONNEES SUR LE COMMERCE INTRA- OUEST AFRICAIN

2.1 Situation en Afrique de l'Ouest

6. Entre 1960 et 1990, les exportations mondiales ont progressé en moyenne de 12% par an, contre 3% seulement pour l'Afrique². C'est dire dans quel contexte peu favorable la promotion des échanges intra- sous régionaux a dû être entreprise notamment à partir des années 70 avec la création de groupements d'intégration.

7. Les échanges à l'intérieur de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) représentaient 2,93% des échanges globaux en 1970 et 10,10% en 1980 (un triplement donc) et ils ont été multipliés par environ huit en valeur (de 86,5 à 693,4 millions \$ E.U.) dans la même période grâce notamment à la création de cette Communauté en 1975. Après cette embellie, il y a eu un recul sensible en 1985 suivi d'une reprise stagnante entre 1990 et 1992 (Tableau 1). Il n'est pas inutile de rappeler que le commerce informel n'est pas pris en compte dans un tableau comme celui là bien que ce commerce non-enregistré mette en jeu d'importantes quantités de marchandises. Au demeurant, à l'instar des échanges informels, ce tableau met en relief la prééminence du commerce intra-sous régional dans le commerce régional: 72 à 86% des produits exportés par l'Afrique de l'Ouest sur le continent africain le sont à destination des pays voisins membres de la CEDEAO.

2.2 Comparaison avec d'autres Groupements en développement

8. L'évolution comparative des performances commerciales intra-groupement entre 1970 et 1992 indique que le pourcentage des exportations intra-groupement par rapport aux exportations totales de chaque groupement considéré est relativement bas et a peu progressé en deux décennies (Tableau 2). Les variations en dents de scie pour la CEDEAO comme pour la Zone d'échanges préférentiels (ZEP) des Etats de l'Afrique de l'Est se situent en dessous du niveau de 10% et traduisent l'effet conjugué des retards de libéralisation commerciale intra-groupement et des fluctuations des prix des produits de base sur le marché international.

² CEA, Rapport sur la situation économique et sociale en Afrique, 1996

Tableau 1: Performance de la CEDEAO dans le commerce, 1970-1992

Année	Valeur des exportations du groupe (10 ⁶ \$ E.U)			Part du commerce intra- -groupe (pourcentage)	
	-----			-----	
	vers CEDEAO, 1	Afrique, 2	Monde 3	1/2 4	1/3 5
1970	86,5	106,4	2.947,8	81,30	2,93
1980	693,4	920,1	6.846,3	75,36	10,10
1985	1.025,6	1.182,8	19.598,9	86,71	5,23
1990	1.470,3	2.005,3	17.611,9	79,32	8,35
1991	1.424,7	1.972,4	15.656,2	72,23	9,10
1992	1.567,3	2.158,4	19.988,5	72,61	7,84

Source: UNCTAD, Handbook of integration and cooperation groupings of developing countries, volume I, 1996.

Tableau 2: Part des exportations intra-groupe dans le total des exportations du groupe en %

	1970	1980	1985	1990	1991	1992
CEDEAO	2,9	10,1	5,2	8,3	9,1	7,8
CEAO	—	—	—	11,7	10,2	10,6
ZEP	9,5	12,1	5,6	6,6	6,5	6,7
ALAI	9,9	13,7	8,3	12,1	13,5	16,7
ANASE	21,1	16,9	18,4	18,6	19,3	19,4

Source: CNUCED, Manuel de statistiques du commerce international et du développement, 1993 cité par M.A. Chérifi dans "Analyse comparative des programmes de libéralisation commerciale de groupements d'intégration", Sept. 1995.

9. Bien que le taux de leurs exportations internes rapportées à leurs exportations totales se situe à un palier supérieur compris entre 10 et 20%, l'Association latino-américaine pour l'intégration (ALAI) et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) ne réalisent pas d'une année à l'autre de bonds spectaculaires pouvant être attribués à une politique régionale volontariste en matière d'intégration.

10. Quant à la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) qui était la deuxième grande Communauté d'intégration de l'Afrique de l'Ouest³, elle se situe entre les deux précédents groupes puisque ses chiffres oscillent entre 10 et 11 voire même 12% en 1993⁴.

³La CEAO a été officiellement dissoute en mars 1994 consécutivement à la naissance de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine en janvier de la même année.

⁴CEA, citant des sources FMI dans "Libéralisation des échanges de produits locaux: étude de cas de l'Afrique de l'Ouest", décembre 1995.

11. Pour clore ce chapitre, il est utile de rappeler les principaux produits qui alimentent jusqu'à présent le commerce dans la sous-région. A l'exception de rares produits traditionnels comme la noix de cola, il s'agit de produits vivriers essentiellement et d'articles manufacturés; les matières premières et les cultures de rente dont l'Afrique de l'Ouest est pourtant bien dotée étant surtout exportées à l'étranger. En résumé, on observe que les pays côtiers commercialisent céréales locales, fruits tropicaux, poissons et articles manufacturés (notamment le Nigéria, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Sénégal en ce qui concerne cette dernière catégorie) tandis que le Sahel fournit en échange du bétail et des légumes (haricot vert, oignon, niébé).

III- CONTRAINTES A LA PROMOTION DU COMMERCE INTRA-OUEST AFRICAIN

3.1 Contraintes liées à la production

3.1.1 *Dans le domaine de l'agriculture*

12. Il est à priori évident de rappeler qu'en matière de commerce de façon générale, il ne peut y avoir expansion que si la production est suffisante en quantité et en qualité. En ce qui concerne par exemple, le secteur agricole dont la sous-région est en grande partie tributaire, il est important d'indiquer qu'une bonne pluviométrie et la maîtrise de l'eau sont un préalable à l'obtention de productions substantielles pour permettre des échanges. Cette remarque vaut particulièrement pour les pays du Sahel où les problèmes d'eau sont très préoccupants: irrégularité des précipitations dans l'espace et dans le temps, difficultés liées au financement des barrages et forages pour l'irrigation, entre autres... A titre d'illustration, on peut mentionner l'effet dévastateur des sécheresses de 1973 et de 1984 sur le cheptel local alors qu'il s'agit là du principal atout de nombreux Etats en matière d'échange.

13. La désertification constitue un autre problème qui sape la base de production agricole de la sous-région. Et le phénomène est d'autant plus inquiétant qu'il est susceptible de toucher désormais certains pays de la côte comme la Guinée par exemple, notamment dans leurs régions du Nord.

14. Conséquence, dans un premier temps, des sécheresses successives et de la désertification qui entraîne la baisse des rendements agricoles, l'exode rural est devenu dans un cercle vicieux, un facteur d'accentuation de la chute de la production en ce qu'il touche généralement des bras valides dans les campagnes. Ainsi à la traditionnelle émigration saisonnière et temporaire vers la capitale ou un pays voisin mieux nanti, ont désormais succédé des départs "définitifs" d'hommes laissant uniquement personnes âgées, femmes et enfants dans beaucoup de villages.

15. Comme déjà mentionné brièvement plus haut, le défaut de

l'occurrence)⁷. Par ailleurs, le salaire minimum garanti (SMIG) est également inférieur à 50 dollars par mois dans un grand nombre de nos Etats. Le développement du commerce étant notamment fonction du niveau de consommation, on comprend aisément que ce contexte n'est pas de nature à favoriser la promotion des échanges.

20. Conditions climatiques: de par sa vocation agricole, l'Afrique de l'Ouest est confrontée de manière ardue au problème de conservation des produits alimentaires en raison de la forte chaleur ambiante qui règne une grande partie de l'année. Dans l'optique de l'expansion du commerce sous-régional de produits périssables, il s'agit là d'une contrainte difficile à résoudre pour plusieurs raisons:

- l'insuffisance de voies aussi bien de désenclavement intérieur que de communication inter-Etats et partant, les longs délais d'acheminement de bout en bout;
- l'absence d'infrastructures de stockage et de conservation, avec en particulier le faible taux de conteneurisation de ces produits;
- le manque d'industries de transformation; etc...

Ces conditions climatiques conduisent en règle générale à un net renchérissement du coût des produits qui, au regard du faible pouvoir d'achat, représente un sérieux obstacle aux échanges.

21. Le manque d'information: les commerçants ont besoin de disposer d'informations fiables sur les quantités disponibles, les sources d'approvisionnements ainsi que les conditions d'accès aux différents marchés concernant les denrées alimentaires et les articles manufacturés. Malheureusement, force est de constater que les chambres de commerce ne sont pas parvenues à remplir correctement ce rôle qui leur était initialement dévolu. Les organismes d'intégration tentent de pallier cette faille: la CEAO a sponsorisé la création d'un Centre régional d'information commerciale (CRIC) basé à Abidjan. La CEDEAO organise des foires commerciales à l'intention des opérateurs économiques sous-régionaux et internationaux.

22. La question monétaire: l'Afrique de l'Ouest compte à l'heure actuelle dix (10) monnaies nationales (franc cfa, escudo, dalasi, cedi, franc guinéen, peso, dollar libérien, ouguiya, naira et leone) dont une seule, le cfa partagé par les pays de l'UEMOA, est convertible au plan international. Cette diversité des monnaies dont la grande majorité n'est pas convertible représente un handicap important dans le domaine de la promotion du commerce à cause des difficultés induits. Pour s'en convaincre, il suffit de noter que le commerce intra-CEAO a toujours été supérieur à celui intra-CEDEAO (Cf. tableau 2 précédent) et que beaucoup d'économistes attribuent cette situation à l'avantage de l'unité monétaire.

⁷ BANQUE MONDIALE, Rapport sur le développement dans le monde, 1996

financement est à l'origine de multiples contraintes du secteur agricole. Entre autres, il faut indiquer:

- l'archaïsme des méthodes d'agriculture (la faiblesse de la culture attelée et à fortiori de la mécanisation);
- l'utilisation limitée d'intrants performants pour les cultures (semences améliorées, engrais et pesticides);
- l'insuffisance d'équipement des pêcheurs; etc...

3.1.2 Dans le domaine industriel

16. Pour ce qui est des produits industriels, la sous-région rencontre également de nombreux obstacles malgré le dynamisme de pays comme le Nigéria, la Côte d'Ivoire, le Ghana ou le Sénégal dans ce domaine. C'est ainsi que l'on observe qu'en 1994, l'industrie manufacturière contribuait à former seulement 8,11% du PIB de la sous-région alors que ce chiffre est de 15,36% pour l'ensemble du continent⁵.

17. Il faut noter, pour expliquer cette situation, que les transferts de technologie tant espérés au lendemain des indépendances n'ont pas eu lieu et que ce sont davantage des sociétés de commerce qui se sont établies en lieu et place des partenariats industriels censés apporter les équipements et la formation nécessaires. Par ailleurs, le continent africain reste celui qui draine la plus faible proportion d'investissements privés étrangers. L'Afrique subsaharienne-Afrique du Sud exclue a ainsi reçu en 1994, moins de 4% soit à peine 3 milliards sur les 80 milliards de dollars E.U. d'investissements directs étrangers à destination de l'ensemble des pays en développement⁶.

18. Comme conséquence, les articles manufacturés locaux ne répondent pas souvent aux critères de qualité et de continuité dans la production que requiert une industrie voulant accéder au marché mondial dont les conditions sont très exigeantes. La plupart des exportations de produits manufacturés de l'Afrique de l'Ouest se font donc essentiellement à l'intérieur de la sous-région. Au demeurant, ces produits alimentent surtout les marchés nationaux car en pratique, ils n'ont pas une base sous-régionale: il s'agit de productions industrielles destinées au marché national des Etats de la sous-région.

3.2 Contraintes liées à la commercialisation

19. Pouvoir d'achat: il est trop faible dans la sous-région et constitue par conséquent, un frein au développement des échanges. On dénombre en effet trois quarts de PMA parmi les Etats ouest-africains et plusieurs d'entre eux avaient en 1994, des revenus par habitant encore inférieurs à 300 \$ E.U par an (Burkina-Faso, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Nigéria et Sierra-Léone en

⁵CEA, Rapport sur la situation économique et sociale en Afrique, 1995

⁶WORLD BANK, Global economic prospects and the developing countries, 1996.

23. Le système financier: parmi ses insuffisances, il faut d'abord relever les difficultés à obtenir des crédits des banques commerciales; et cela en dépit de l'idée reçue que les activités commerciales sont mieux soutenues que l'industrie par les banques. Il faut en fait ne pas perdre de vue que c'est généralement une poignée de commerçants privilégiés qui bénéficient de ces financements pour des opérations se limitant souvent à l'import-export. Par contre, le commerce intra-sous-régional est mal financé et de plus, de nombreuses femmes ainsi que des jeunes qui s'y adonnent déjà ou souhaiteraient le faire ne peuvent bénéficier de crédits du circuit financier officiel. D'autre part, les réseaux bancaires sont peu efficaces y compris à l'intérieur de la zone UEMOA dont les pays disposent de la même monnaie. Les transferts d'argent ne s'effectuent pas avec la célérité qui sied au commerce.

24. Autres services d'appui au commerce: d'autres secteurs susceptibles de contribuer à la promotion des échanges ne fonctionnent pas bien comme par exemple l'assurance-garantie aux exportateurs ou les télécommunications particulièrement difficiles entre pays anglophones et francophones de la sous-région.

25. La dépendance des réseaux commerciaux: des sociétés transnationales opèrent et contrôlent une part considérable des importations et des exportations des pays africains en général et notre sous-région n'échappe pas à la règle. Dans leur propre intérêt, ces sociétés orientent notamment les échanges dans le sens Nord-Sud plutôt qu'à l'intérieur des Communautés économiques africaines. Il faut dire qu'elles sont bien aidées en cela par la conditionnalité de certains crédits commerciaux imposant l'achat des produits auprès de pays tiers créanciers.

26. Habitudes de consommation: parallèlement à ce qui vient d'être évoqué dans le paragraphe précédent, il y a aussi le manque de confiance dans nos propres réalisations. La croyance est forte chez bon nombre de nos compatriotes, que tout ce qui vient de l'étranger (du Nord en particulier) est meilleur à ce qui est produit localement.

3.3 Contraintes institutionnelles et techniques liées au processus d'intégration

3.3.1 Les difficultés de mise en oeuvre des programmes de libéralisation du commerce

27. Si au sein de la CEDEAO, les libéralisations des échanges communautaires de "produits du cru" et de "produits de l'artisanat traditionnel" avaient pu démarrer officiellement dès le début des années 80 (décisions C/DEC 8/11/79 et A/DEC 1/5/81 respectivement), on a en revanche déploré un retard important dans l'application de la décision relative à la libéralisation des produits industriels. Celle-ci conçue depuis 1980 (décision A/DEC 18/5/80) et après une première révision en 1983, ne commença à être appliquée qu'à partir de janvier 1990. Devant les difficultés pratiques, une nouvelle révision est intervenue en

1992 dans le sens d'un assouplissement visant à augmenter le nombre des produits industriels agréés.

28. Au demeurant, les difficultés de mise en oeuvre effective des mesures portant sur la libre circulation des biens méritent de figurer en bonne place dans les préoccupations. Il faut noter en effet qu'en dépit des réglementations susmentionnées, la multiplication inconsidérée des contrôles douaniers, de la gendarmerie et de la part des Agents des eaux et forêts allonge inutilement les délais et les coûts d'acheminement du commerce inter-Etats.

29. Un autre obstacle doit être signalé au niveau de la répartition des coûts et bénéfices de la libéralisation. Un blocage peut intervenir (cas de la CEAO par exemple) dans le fonctionnement des fonds de compensation des pertes de recettes douanières subies par les pays industriellement défavorisés dans le cadre de la libéralisation du commerce au sein du groupement.

30. En outre, il faut mentionner le non-aboutissement du projet de Tarif extérieur commun (TEC) au sein de la CEDEAO. Il s'agit pourtant là d'un instrument technique offrant la possibilité, par le biais de la création d'un cordon douanier, d'accroître les échanges intra-sous-régionaux. Le TEC n'a jamais pu aboutir principalement à cause du contexte mondial de libéralisation économique et commerciale et d'application de programmes d'ajustement structurel (PAS) par la plupart des Etats de la sous-région. Il est cependant vrai que les "conflits" entre les programmes de régimes douaniers des différentes Communautés économiques (CEDEAO, CEAO/UEMOA et MRU) n'ont pas non plus favorisé l'adoption de cet instrument.

3.3.2 Peu de progrès en matière de coopération monétaire

31. Jusqu'à présent, la création d'une Zone monétaire unique (ZMU) en Afrique de l'Ouest marque le pas. Initialement prévue pour 1994, le 33ème Conseil des Ministres de la CEDEAO tenu à Cotonou en juillet 1993, a reporté l'échéance à l'an 2000. Pourtant, le contexte généralisé de PAS qui prévaut dans nos Etats depuis une quinzaine d'années aurait théoriquement dû constituer un environnement propice à l'établissement d'une ZMU grâce à la rigueur budgétaire pour la gestion des finances publiques.

32. Les difficultés de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest (CCAO) qui était censée pallier précisément l'absence d'une ZMU dans l'immédiat, par la compensation inter-banques centrales des paiements commerciaux ainsi qu'à terme, par la convertibilité limitée des monnaies (étape vers la ZMU) n'ont pas permis à cet organisme de remplir son but ultime, à savoir promouvoir le commerce intra-communautaire. Dans la pratique, la CCAO créée en 1975, a vu après des débuts encourageants, la proportion des transactions commerciales et financières sous-régionales transitant par son canal décliner progressivement: de 23% pendant les 5 premières années de fonctionnement à 17% durant

les huit suivantes et même encore moins ultérieurement vu qu'en 1989/1990 le niveau de transactions traitées par la CCAO était au plus bas⁸. Il faut en outre évoquer le problème des arriérés de paiement accumulés par certaines banques centrales auprès de l'institution. Sa transformation en Agence monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO) en mars 1996 n'a pas encore amélioré sensiblement cette situation.

IV- PERSPECTIVES DANS LA PROMOTION DU COMMERCE INTRA-OUEST- AFRICAIN

4.1 Un cadre plus favorable à la promotion des échanges sous-régionaux

33. Certaines évolutions récentes et d'autres à prévoir sur la scène internationale devraient amener nos Etats à privilégier sérieusement la coopération sous-régionale, notamment l'intégration par les marchés.

34. Ainsi en est-il par exemple, de la Communauté Economique Africaine dont l'établissement à l'horizon de l'an 2025 exigera une marche à pas forcés vers l'intégration dans les différentes sous-régions concernées. Le Traité révisé de la CEDEAO adopté en juillet 1993 et qui se veut conforme à l'esprit de la Communauté Economique Africaine insiste dans son chapitre VIII sur, entre autres points aussi cruciaux en matière de commerce local:

- la libéralisation accrue des échanges commerciaux;
- l'élimination des droits de douanes;
- l'établissement progressif d'un tarif extérieur commun;
- la promotion des échanges commerciaux;
- le libre mouvement des capitaux entre les Etats membres.

35. A l'échelon ouest-africain, la dévaluation en janvier 1994 du franc CFA a ouvert d'intéressantes perspectives de promotion du commerce intra-communautaire pour plusieurs raisons. Cette mesure qui concerne sept pays de l'Afrique de l'Ouest (et bientôt huit pays avec l'adhésion prochaine de la Guinée-Bissau à la zone UEMOA) a accru vis à vis des importations étrangères, la compétitivité de nos produits notamment ceux alimentaires (viandes, céréales, boissons et fruits tropicaux, produits maraîchers) et artisanaux; et dans une moindre mesure en raison de l'importance des intrants importés de l'étranger pour notre industrie, la compétitivité des articles manufacturés de la zone. Un exemple significatif des effets de cette dévaluation, est la reprise des exportations sahéliennes de bétail à destination des pays de la côte membres ou non-membres de l'UEMOA. C'est dire l'impact global de cette mesure sur l'ensemble de la sous-région dont l'explication réside dans les liens économiques étroits qui unissent nos Etats.

36. Bien que les programmes d'ajustement structurel (PAS) aient

⁸UNCTAD, Handbook of economic integration and cooperation groupings of developing countries, Volume I, 1996

parfois été dénoncés comme frein au processus d'intégration des Etats africains⁹, ils représentent sur un autre plan un facteur favorable en particulier si l'on considère la réduction des déficits budgétaires. En effet, l'assainissement des finances publiques est une condition sinon suffisante, au moins nécessaire à la promotion de la coopération monétaire entre nos Etats.

37. L'aboutissement des accords du Cycle d'Uruguay et la création en 1994 de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) vont conduire à des résultats qui pourront être dans un premier temps négatifs pour les pays subsahariens mais ils pourraient à terme encourager la coopération régionale. A titre indicatif, on peut mentionner le renchérissement pour nos pays de leurs importations céréalières (riz, blé ou maïs) qui va résulter de la diminution de l'agriculture subventionnée dans l'hémisphère Nord. Ceci devrait relancer les cultures vivrières locales et inciter en même temps à la recherche d'une sécurité alimentaire collective dans la sous-région.

38. Parallèlement, des incidences sur nos pays similaires à celles observées pour le Cycle d'Uruguay, à savoir contradictoires, pourraient émaner de la construction européenne. Par exemple, la restriction du marché européen aux produits ACP conséquence de la fin du système généralisé de préférence devrait conduire nos Etats à se lancer dans une politique de reconquête et d'élargissement du marché sous-régional. Par ailleurs, la perspective de la création de l'ECU en 1999 devrait également renforcer la détermination de nos dirigeants à rendre effective la mise en oeuvre de la monnaie unique ouest-africaine selon le calendrier prévu (an 2000). A cet égard, l'UEMOA qui est particulièrement visée en raison des incertitudes pesant sur la continuité de la convertibilité du CFA pourrait prendre la tête d'une telle action.

4.2 Conditions pour la promotion du commerce intra-sous-régional

39. C'est à la faveur des avantages qui peuvent être tirés des conjonctures décrites ci-dessus que doivent être mises en place des actions visant à promouvoir les échanges internes. Ce qui requiert la pleine participation des Gouvernements avec l'aide plus conséquente des secteurs privés nationaux et étrangers ainsi que de l'aide publique au développement. D'ores et déjà, des efforts sont entrepris pour essayer de lever dans la sous-région les multiples contraintes évoquées au chapitre précédent.

40. Diversifier l'offre en produisant plus et mieux: sans conteste, la promotion du commerce régional passe par la diversification de l'offre tous azimuts, avec cependant une attention plus particulière à accorder à la diversification

⁹notamment sur les négociations menées avec les institutions de Bretton Woods dans un cadre strictement national sans considération de l'environnement régional et sur la libéralisation tous azimuts qui empêche la création d'un cordon douanier protectionniste au niveau des groupements.

verticale davantage créatrice de richesse nationale (valeur ajoutée supplémentaire) et plus "catalyseur" de développement (accroissements de liens intersectoriels dans les économies de la sous-région y compris entre elles)¹⁰. Que ce soit à l'échelle artisanale ou industrielle les possibilités d'activités de transformation sont grandes en commençant par le domaine alimentaire compte tenu de la vocation fortement agricole de notre sous-région¹¹. Les agro-industries alimentaires notamment, sont promises à un bel avenir dans des secteurs comme la transformation des légumes, du poisson, des fruits, du lait, du cacao, etc... en produits finis tels que des conserves, confitures, jus de fruits et autres boissons. En dehors de la nutrition, des secteurs comme le bâtiment et les travaux publics, la fabrication de chaussures ou le textile doivent être développés sur une base sous-régionale en utilisant les matières premières disponibles: bois, bauxite, fer, pétrole, cuir, coton, entre autres¹². Pour s'avérer performante, une telle stratégie devra reposer sur le renforcement et l'utilisation optimale d'institutions comme l'Institut de technologie alimentaire (ITA) et le Centre régional africain de technologie (CRAT) basés à Dakar, et l'Organisation régionale africaine de normalisation (ORAN) pour le contrôle de la qualité.

41. Une stratégie de promotion commerciale doit aussi accompagner la politique de développement/diversification de la production sous-régionale pour plus d'efficacité. Aussi faudrait-il entreprendre de vigoureuses actions de présentation au public des produits locaux dont beaucoup n'ont rien à envier à des articles analogues importés de pays tiers. Les foires périodiques de la CEDEAO sont un bon exemple de manifestation susceptible d'accroître le volume des échanges ouest-africains notamment par la mise en contact direct d'opérateurs économiques vendeurs et d'acheteurs potentiels. Les actions d'information et de présentation des produits devraient être le fait de professionnels du marketing formés aux techniques modernes de vente (prospection de marchés, emballages attrayants, psychologie du consommateur, etc...). Concernant ce dernier point, beaucoup reste à faire pour influencer nos choix de consommations et les orienter vers nos propres productions. Un programme tel que la "Promotion des céréales locales (PROCELOS)" par le CILSS est à encourager et à répéter pour d'autres

¹⁰En raison de son potentiel agricole, l'Afrique de l'Ouest gagnerait à poursuivre parallèlement dans la voie de la recherche agronomique et des biotechnologies susceptibles d'augmenter la gamme et les rendements de ses productions.

¹¹MULPOC, Rapport sur les propositions visant à améliorer le rôle des femmes dans la production, la transformation, le conditionnement et la commercialisation des denrées alimentaires en Afrique de l'Ouest, juin 1990.

¹²Pour un détail des ressources naturelles de l'Afrique de l'Ouest, Cf. MULPOC, Rapport sur les perspectives et conditions voulues pour une diversification des exportations en Afrique de l'Ouest, avril 1996; section 2.2

spéculations et même dans d'autres domaines.

42. Renforcement de la performance des systèmes de transport et communications ainsi que de celle de la distribution: au plan des transports sous-régionaux, des mesures tendant à en améliorer la disponibilité, la fluidité, la compétitivité et la coordination devront être encouragées. S'agissant des communications, il y aura lieu d'en assurer le développement en renforçant notamment la coopération sous-régionale. C'est là une des conditions essentielles pour en garantir la compétitivité et l'indépendance. Parlant de la distribution, les circuits ne doivent pas être trop allongés par le nombre des intermédiaires (grossistes, détaillants et autres commerciaux); ceci afin de réserver au producteur (notamment dans l'agriculture), une part satisfaisante du fruit de son labeur. Dans l'optique de l'expansion du commerce sous-régional de produits périssables spécifiquement, il est souhaitable de maîtriser les actions suivantes:

- (i) renforcer le taux de conteneurisation de ces produits;
- (ii) réduire sensiblement les délais d'acheminement de bout en bout de ces produits;
- (iii) en assurer la récolte (fruits tropicaux, légumes, etc...) à un niveau de mûrissement compatible avec les délais d'acheminement.

43. Le financement constitue un autre axe sur lequel un accent particulier mériterait d'être mis par l'ensemble des parties prenantes (Gouvernements, Banques centrales et secondaires, Bailleurs de fonds, etc...) en raison de son importance dans une stratégie de promotion du commerce sous-régional. La politique monétaire devrait par la manipulation du taux de base bancaire stimuler les initiatives productives tandis que les banques secondaires doivent se départir de leur tendance à privilégier les prêts au secteur "import-export" et soutenir davantage les entrepreneurs nationaux susceptibles de mettre au point de nouveaux produits ainsi qu'elles devraient financer aussi les opérations liées aux échanges dans la sous-région¹³. Un point également essentiel est constitué par les moyens de règlements que les autorités monétaires et financières peuvent promouvoir et diversifier dans une perspective sous-régionale (chèques de voyages CEDEAO, carte de crédit, relance de la compensation avec la nouvelle AMAO). L'organisation en réseaux de filiales à implanter au niveau des différents Etats membres et au-delà du clivage linguistique est à encourager à l'instar des réseaux "ECOBANK" et "BIA ex-Méridien BIAO" établis dans des pays

¹³On note à ce sujet, l'insuffisance de spécialisation des banques due en partie à la limitation de l'infrastructure bancaire : il y a notamment peu de "banques d'affaires" pour favoriser la création d'entreprises grâce à des financements à long terme (ce rôle est actuellement joué par des institutions sous-régionales de financement du développement comme la BOAD qui tentent de combler ce vide) et aussi peu ou pas de "banques de financement du commerce extérieur" pour faciliter les opérations liées au commerce sous-régional; les inconvénients du manque de spécialisation étant évidents (faible productivité et moindre connaissance des secteurs économiques concernés, entre autres).

anglophones et francophones tout en essayant toutefois d'obtenir une participation nationale optimale au capital de ces banques pour pouvoir influencer sur les orientations de leurs activités. La mise en place d'un marché financier sous-régional faciliterait en outre la circulation des capitaux favorisant ainsi le climat des affaires et contribuant au développement des initiatives productives et partant, du commerce: à cet égard, la création d'une bourse sous-régionale de valeurs mobilières au sein de l'UEMOA (actions et obligations simples pour commencer) sera un levier de l'intégration et indique que l'Afrique de l'Ouest est sur la bonne voie en matière de mobilisation de ressources et de leur affectation optimale au financement de notre Economie. Il est souhaitable qu'à terme, ce marché financier puisse fusionner ou s'ouvrir aux autres Etats ouest-africains dont quelques uns (Nigéria et Ghana en l'occurrence) sont déjà dotés d'une bourse nationale.

V- CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

5.1 Conclusion

44. L'examen des problèmes dans la promotion du commerce intra-ouest-africain révèle la persistance d'une multitude de contraintes depuis le stade de la production agricole et industrielle (dégradation de l'environnement, manque de technologie et de formation, etc... Cf. section 3.1) jusqu'à l'étape de commercialisation même entre nos Etats (pouvoir d'achat limité, multiplicité et inconvertibilité des monnaies, certaines habitudes de consommation extraverties, etc... Cf. section 3.2) qui est l'objet du présent rapport. Il faut y ajouter les insuffisances observables au niveau des secteurs d'appui tels que le crédit, l'assurance, les communications, entre autres. Enfin, on n'insistera jamais trop sur l'impérieuse nécessité de concrétiser davantage l'intégration.

45. A cet effet, les Etats membres doivent poursuivre avec la plus grande détermination les réalisations-clés ci-après dans les meilleurs délais:

- 1) Marché financier sous-régional, incessamment prévu dans l'UEMOA, et à réaliser le plus tôt pour toute la CEDEAO;
- 2) Zone monétaire unique;
- 3) Marché unique ouest-africain prévue pour 2025;

L'aboutissement de ces objectifs cardinaux passe par l'application effective des mesures sur la libre circulation des personnes- heureusement déjà acquise en Afrique de l'Ouest hormis de rares incidents- et celle des biens et des capitaux qui reste à parfaire; par la mise en place de programmes de production agricole et industrielle harmonisés à l'échelle sous-régionale en terme de dotations naturelles et d'avantages comparatifs des différents Etats; par la convergence des politiques économiques et l'intensification de la coopération monétaire; ainsi que par le développement des infrastructures.

46. Ces projets qui restent à concrétiser le serait plus aisément

dans le cadre de la mise en place d'institutions (Ministères, Directions ou autres entités chargés de l'intégration sous-régionale par exemple) dont la vocation serait de promouvoir l'intégration et en particulier, les décisions communautaires dans les Etats membres avec une coordination efficace et une interaction accrue des dites institutions aux niveaux national et intra-sous-régional.

47. Compte tenu de l'ampleur des tâches à accomplir, les partenaires de coopération doivent, de leur côté, redoubler d'efforts et de motivation à assister le développement accéléré de nos Etats par l'intégration régionale; et cela, malgré la conjoncture financière difficile que traversent la plupart des Etats dans le monde y inclus les plus développés. Ce faisant, il faut considérer qu'une Afrique plus prospère économiquement représentera moins une menace de concurrence commerciale telle que le développement de l'Asie du Sud-Est a pu être perçu. En effet, il est raisonnable de considérer que dans le cadre de la libéralisation de l'économie mondiale grâce au Cycle d'Uruguay où il est prévu un accroissement des échanges internationaux, chaque pays, sous-région ou continent trouvera sa place et tirera des bénéfices dans les domaines de production où ils/elles sont les plus aptes, contribuant à entretenir ainsi la croissance au niveau planétaire.

5.2 Recommandations

48. Au stade productif en amont, il y a lieu de recommander:

- des diversifications horizontale et verticale de l'offre
- le soutien des prix aux agriculteurs;
- le subventionnement des intrants agricoles dans le cadre des dérogations aux PMA prévues dans les accords du Cycle d'Uruguay;
- l'acquisition de technologies; et parallèlement,
- la formation de chercheurs, d'ingénieurs et de techniciens;
- la coopération dans le domaine de l'énergie (interconnexions hydro-électriques par exemple) en vue d'accroître la compétitivité de nos produits.

49. Concernant à présent, le commerce intra-sous-régional, il faut:

- .l'application réelle des programmes coordonnées (entre les différents OIGs concernées) de libéralisation des échanges; avec un accent particulier sur

- .l'atténuation des tracasseries et autres pots de vin au cours du transport;

- .promouvoir une meilleure connaissance des sources d'approvisionnement en matières premières disponibles au niveau local (cas du bâtiment par exemple dans lequel la promotion des matériaux locaux contribuerait à relever le niveau du commerce interne et permettrait une importante économie de devises en même temps);

.introduire à brève échéance une convertibilité des monnaies de la sous-région entre elles en renforçant la coopération monétaire et par la relance des activités de l'AMAO (ex-CCAO), en espérant que la création d'une zone monétaire unifiée suivra rapidement;

.soutenir la Fédération africaine des chambres de commerce notamment dans ses activités de prospections commerciales approfondies des marchés (ou besoins) dans la sous-région;

.développer les infrastructures physiques comme les moyens de transport, de stockage et les télécommunications; et concomitamment,

.accroître la performance des transports, des communications et du système de distribution.

50. Il faudrait en outre recommander:

-de renforcer les institutions d'intégration (Communauté Economique Africaine, CEDEAO, UEMOA, MRU, ministères chargés de l'intégration, etc...); et

-de négocier la coopération financière et technique des autres parties du monde plus développé en tant que partenaires dont l'intégration est avancée (UE, ASEAN, ALENA, ANASE).

BIBLIOGRAPHIE

CNUCED, Interdépendance et questions économiques mondiales dans la perspective du commerce et du développement: repenser les stratégies de développement; enseignements tirés de l'expérience de pays d'Asie de l'Est en matière de développement (TD/B/43/L.4), Octobre 1996.

UNCTAD, Handbook of economic integration and cooperation groupings of developing countries, volume I, 1996.

CNUCED, Analyse comparative des programmes de libéralisation commerciale de groupements d'intégration, Septembre 1995.

CEA, Stratégies pour la relance, le redressement et la croissance du commerce africain dans les années 1990 et au-delà, Décembre 1990.

CEA, Rapport sur la situation économique et sociale en Afrique, 1995.

CEA, Libéralisation des échanges de produits locaux: étude de cas de l'Afrique de l'Ouest, décembre 1995.

NATIONS UNIES-Division de Statistique, Bulletin mensuel de Statistique, Vol.L n°11, novembre 1996.

BANQUE MONDIALE, Rapport sur le développement dans le monde, 1996.

WORLD BANK, Global economic prospects and the developing countries, 1996.

WORLD BANK, Social indicators of development, 1996.